

particulièrement saillant dans le domaine des négociations climatiques. Mais cela touche d'autres volets, et notamment celui de la «coopération au développement».

Le Livre blanc de 2009 de

a montée en la coopération britannique puissance économique - Eliminating world Poverty: et diplomatique des building our common future pays «émergents» est tout entier consacré à la - qui ébranle deux démonstration de l'existence d'un siècles de domination intérêt commun aux Britanniques et au reste du monde dans les domaines de l'économie («leur croissance tire la nôtre»), de la sécurité («la fragilité de leurs États menace notre sécurité») et du réchauffement climatique (« source de réfugiés et de coûts»). En Belgique également, l'« aide » est de moins en moins conçue par les autorités comme une politique de «transferts Nord-Sud» mais comme un outil de gestion de la mondialisation, dans le sens où la grande pauvreté alimente les principales menaces mondiales (détérioration environnementale, conflits, criminalité) qui pèsent sur l'ensemble des peuples. La coopération a dès lors aussi pour fonction de soutenir, et au besoin remplacer, les souverainetés locales incapables de maîtriser ces phénomènes.

la solidarité en temps de crise économique et de questionnement de la «plus-value» de l'aide non gouvernementale par un qouvernement libéral.

Les années 2014 et 2015 en particulier ont été riches de débats autour de «la place du Nord-Sud dans la coopération non gouvernementale du XXIe siècle». Si la tendance à une relativisation du Nord-Sud au profit de perspectives « globales » ou «universelles» l'emporte, notamment au sein des notes de positionnement communes du secteur des ONG, l'approche n'est pas monolithique : plusieurs acteurs estiment que la prise en compte des asymétries politiques internationales - et en particulier Nord-Sud - demeure fondamentale dans la compréhension des dysfonctionnements globaux et la quête d'un monde juste et viable.

es ONG de développement, dont l'identité s'est historiquement construite sur la dualité Nord-Sud

(ou tiers-monde/premier monde, riches/pauvres, développés/ en développement) sont fort logiquement interpellées par ces évolutions. D'une part car le monde de la solidarité internationale est appelé à se redéfinir pour garder prise sur des processus internationaux en mutation rapide. D'autre part pour conserver une raison d'être dans un triple contexte de marginalisation des flux d'aide1, de crise de légitimité de En Belgique également, l'« aide » est de moins en moins conçue par les autorités comme une politique de « transferts Nord-Sud » mais comme un outil de gestion de la mondialisation.

Le présent focus propose quatre points de vue sur la question. Ceux-ci ne sont pas mutuellement exclusifs, ils se recoupent sur bien des points, mais témoignent de la diversité des sensibilités au sein de la gauche altermondialiste belge. Ils sont livrés par quatre auteurs cumulant les casquettes d'« acteur » et d'« analyste » de la coopération non gouvernementale. ■

Ce **FOCUS** a été coordonné par François Polet (Cetri – Centre tricontinental – et Université de Liège).

occidentale du monde - et l'essor parallèle d'un discours international sur les « grands enjeux communs mondiaux» (climat, environnement, contrôle des pandémies, sécurité) ont amené nombre d'acteurs à mettre en doute la pertinence de la arille de lecture « Nord-Sud » du monde. À l'heure où Indiens et Brésiliens donnent le «la» au sein de secteurs économiques belges aussi symboliques que l'acier ou la bière, cette vision d'un ordre mondial structuré entre un Nord riche et dominateur et un Sud pauvre et dominé aurait perdu sa validité. Plus grave, l'urgence des défis planétaires exige de reconnaître les interdépendances mondiales de tous ordres : les politiques économiques, énergétiques ou sanitaires adoptées en un point du globe ont plus que jamais des retombées sur les autres pays. Raisonner en termes de Nord-Sud serait dès lors contre-productif – car générateur de dissensus – là où il importe de renforcer la coopération entre

Le paradigme des « problèmes globaux à solution coopérative» s'est renforcé depuis le début des années 1990 (fin de la logique des «blocs» de la guerre froide et conférence de Rio sur l'environnement de 1992) au gré des sommets internationaux. Ses principaux fovers historiques sont les agences onusiennes et les grandes ONG internationales. La plupart des États occidentaux, en particulier d'Europe du Nord, inscrivent depuis quelques années leur action diplomatique dans ce cadre conceptuel, avec plus ou moins de sincérité. Cela est

peuples et gouvernements du Nord

et du Sud pour maîtriser un vivreensemble mondial fragilisé.

¹ Par rapport à l'explosion des flux de la coopération Sud-Sud, des remesas (transferts monétaires des migrants) et des investissements directs étrangers.

a fin de la Guerre froide et la mon-

dialisation ont pro-

fondément transfor-

sein d'un «troisième monde» les pays du Sud face aux deux pre-

miers mondes capitaliste et com-

muniste durant la Guerre froide.

a perdu sa raison d'être. D'autre

part, la mondialisation a entraî-

né une redistribution interna-

tionale des richesses au profit

de quelques pays émergents du

Sud, et plus particulièrement de

la Chine et des autres pays émer-

gents d'Asie orientale qui sont

devenus les « ateliers du monde »

dans le cadre du nouvel ordre in-

dustriel mondial, tandis que les

pays du Nord expérimentaient

une perte de leur pouvoir relatif

suite à une série d'événements al-

lant des difficultés militaires en

Irak et au Moyen-Orient à la crise

financière de 2008 et à son im-

Il en a résulté un monde de

plus en plus multipolaire, carac-

térisé par des pôles régionaux do-

minés par une puissance régio-

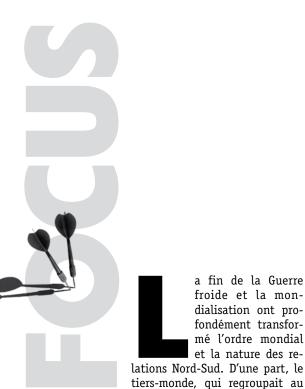
nale dont aucune n'a toutefois les

moyens d'assurer le rôle de puis-

sance hégémonique mondiale.

Selon Thierry de Montbrial : « De-

pact dans la zone euro.



Quand le monde bascule

Le mouvement de bascule, qui rééquilibre les relations entre un Nord dominant et un Sud intégralement dominé, est inéluctable. À moyen terme, il nous forcera à changer notre lecture du monde. Mais on n'y est pas encore.

ARNAUD ZACHARIE

secrétaire général du CNCD-11.11.11

mé l'ordre mondial et la nature des re-

CINQ CONSÉQUENCES

Le basculement du monde implique cinq conséquences majeures qui bouleversent le panorama des relations Nord-Sud traditionnelles. Premièrement, le Nord a perdu son monopole en matière de coopération au développement. Insignifiante au XX^e siècle, la coopération Sud-Sud n'a cessé d'augmenter au cours des vingt dernières années, non seulement en termes d'aide au développement, mais aussi et surtout en termes de commerce et d'investissement. Alors que le commerce Nord-Nord représentait près de 70% du commerce mondial en 1990, il n'en représente plus désormais que moins de la moitié, tandis que le commerce Sud-Sud est passé de moins de 15% à plus du tiers durant la même période.

En outre, non seulement les pays du Sud attirent désormais plus de la moitié des investissements directs étrangers (IDE) mondiaux (contre 20% en 2000), mais les firmes transnationales du Sud deviennent également d'importantes sources d'IDE: les IDE sortant du Sud représentent 39% du total mondial, contre 7% quinze ans plus tôt, faisant chuter les IDE sortant du Nord de 93% à 61%². Habitués à concentrer la

quasi-totalité des pays donateurs et des partenaires commerciaux des pays en développement, les pays du Nord doivent désormais composer avec des pays émergents du Sud de plus en plus présents en Afrique, en Amérique latine et en Asie.

Deuxièmement, le Nord a cessé d'être l'unique locomotive de la croissance économique du reste du monde. Plus de la moitié de la croissance mondiale a été produite par les pays en développement au cours de la dernière décennie. Plus fondamentalement, les pays du Nord ne sont plus les principaux moteurs de la croissance des pays du Sud. Depuis le début des années 2000, leurs économies ont de plus en plus été connectées aux pays émergents du Sud, et plus particulièrement à la Chine. Comme le résume l'OCDE : «Les performances positives de croissance des pays à faible et moyen revenu dans les années 2000 peuvent être liées en grande partie à la croissance chinoise. [...] Des preuves suggèrent que les pays pauvres, avec ou sans ressources pétrolières, ont changé leur moteur de croissance durant les années 2000, des pays du G7 vers la Chine »3.

puis l'aube des temps modernes, les Européens, puis ceux qu'on a pris l'habitude d'appeler les Occidentaux, ont dirigé le monde. C'est probablement un cycle de cinq siècles qui s'achève »1.

T. de Montbrial (dir.), RAMSES 2011 : Un monde post-américain?, IFRI, 2010. United Nations, 2014.

UNCTAD, World Investment Report 2014,

OFCD. Perspectives on Global Development, Industrial Policies in a Changing World. Shifting up a Gear, 2013.



Troisièmement, le Sud n'est plus une entité homogène suite à la diversification croissante des pays en développement. D'un côté, les pays émergents du Sud s'industrialisent et acquièrent des attributs des pays du Nord; de l'autre, les pays à faible revenu restent dépendants de l'aide extérieure et de l'exportation de matières premières à faible valeur ajoutée. La coopération Sud-Sud reproduit le schéma traditionnel des échanges Nord-Sud : les pays émergents échangent des biens industriels contre les matières premières des pays pauvres. Cet échange inégal se reproduit également entre pays émergents, comme c'est par exemple le cas entre la Chine, premier exportateur mondial de biens industriels, et le Brésil, qui reste dépendant des exportations de matières premières. En outre, certains pays du Nord subissent les mêmes effets de domination que les pays du Sud, comme l'illustrent les plans d'austérité imposés par le FMI et les institutions européennes dans certains pays de la zone euro.

Quatrièmement, le Nord n'a plus les moyens de régler seul les enjeux mondiaux. Le temps où il suffisait pour les pays du Nord de s'accorder pour décider du destin de la planète est révolu. C'est par exemple le cas en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de changement climatique. Comme le souligne Alexis Bonnel: « Même si tous les pays de l'OCDE parvenaient par magie à réduire à zéro leurs émissions en 2030, celles générées dans les seuls pays en développement amèneraient la planète au-delà des limites considérées comme acceptables par les scientifiques »⁴.

LES «CAISSIERS DU MONDE»

Pareillement, le Nord n'a plus toutes les cartes en mains en matière financière. Les pays émergents du Sud concentrent la majorité des réserves de change mondiales, le G7 a été supplanté par le G20, la nouvelle Banque des Brics est appelée à concurrencer la Banque mondiale et les pays d'Asie orientale sont devenus les « caissiers du monde ». Selon Arrighi et Silver : «La vitesse sidérante à laquelle cette économie régionale est devenue le nouvel atelier et le nouveau caissier du monde est pour quelque chose dans la "peur de la chute" généralisée du monde occidental »5.

Enfin, cinquièmement, le Nord

a perdu son monopole en matière de production des normes de l'économie mondiale. C'est notamment le cas en matière de coopération au développement: contrairement à la coopération Nord-Sud traditionnelle, dont l'approche «charitable» se fonde sur une aide conditionnée,

Le Nord n'a plus les moyens de régler seul les enjeux mondiaux. Le temps où il suffisait pour les pays du Nord de s'accorder pour décider du destin de la planète est révolu.

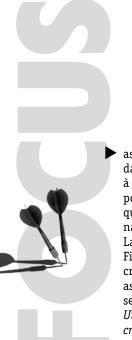
destinée aux secteurs sociaux et considérée comme un vecteur en soi de développement, la coopération Sud-Sud adopte une approche «gagnant-gagnant» fondée sur une aide sans condition, destinée aux secteurs productifs et considérée comme un simple catalyseur d'autres flux de commerce et d'investissement⁶. Plus récemment, l'initiative lancée par la Chine en vue de construire une «Route de la Soie du XXIe siècle» transforme l'architecture financière internationale. La Banque

⁴ S. Michailof et A. Bonnet, Notre maison brûle au Sud. Que peut faire l'aide au développement, Fayard, 2010.

⁵ G. Arrighi et B. J. Silver, «Capitalisme et (dés) ordre mondial», in P. Beaujard, L. Berger et P. Norel (dir.), *Histoire globale, mondialisations et capitalisme*, 2009.

⁶ E. Mawdsley, From Recipients to Donors. Emerging Powers and the Changing Development Landscape, ZED Books, 2012.

Quand le monde bascule ARNAUD ZACHARIE



asiatique pour l'investissement dans les infrastructures, basée à Pékin, a été créée malgré l'opposition des États-Unis par cinquante-sept pays en vue de financer ce vaste projet. Selon Larry Summers, ex-ministre des Finances du président Clinton, la création de la nouvelle Banque asiatique en 2015 pourrait représenter «le moment où les États-Unis ont perdu leur rôle de souscripteur du système économique mondial»⁷.

UN MONDE MULTIPOLAIRE

La grille d'analyse Nord-Sud reste pertinente pour analyser les inégalités entre les pays industrialisés et les pays en développement, qui restent abyssales, mais elle est devenue insuffisante pour analyser la complexité des relations internationales du XXIe siècle. Certains pays émergents du Sud convergent avec les pays du Nord et revendiquent leur

Les inégalités Nord-Sud ne sont pas condamnées à être éternelles, mais quoi qu'il advienne à moyen terme, elles ont encore de belles décennies devant elles.

place au sein du directoire mondial, tandis que des dizaines de pays pauvres sont de plus en plus marginalisés⁸. Certes, les pays en développement continuent, au sein du G77, de tenter de parler d'une seule voix pour défendre leurs intérêts au sein des Nations unies, mais cette réalité masque les divergences d'intérêts et les

effets de domination qui se reproduisent entre pays du Sud. Le leadership mondial des puissances occidentales du Nord est concurrencé par l'émergence de puissances régionales du Sud, qui font désormais partie du problème et de la solution des enjeux mondiaux.

Quelles perspectives découlent de ce basculement du monde? À court terme, les relations conflictuelles entre puissances du Nord en perte de vitesse et puissances émergentes du Sud risquent de mener, en l'absence d'un nouveau cadre de coopération multilatérale intégrant les deux parties, à un monde de plus en plus instable et dangereux. En outre, la convergence entre les pays du Nord et quelques pays émergents du Sud ne signifie en rien que les inégalités Nord-Sud vont inéluctablement disparaître. Comme le fait remarquer Sebastian Santander : «Ce n'est pas parce que des

clubs de puissances s'élargissent à l'un ou l'autre pays de taille que les relations internationales se démocratisent »9. C'est pourquoi le basculement en cours pourrait ne mener

qu'à une reproduction des inégalités et des effets de domination Nord-Sud, la seule différence étant que quelques pays émergents du Sud s'ajouteraient au club restreint des puissances dominantes.

LA «CHINDIAFRIQUE»

Toutefois, la multipolarité croissante du monde est également susceptible de mener à moyen terme à une transformation radicale des relations Nord-Sud. Les prochaines décennies

mèneront-elles, comme le postule Arrighi, vers une «société mondiale de marché fondée sur une plus grande égalité des civilisations du monde »10 qui « pourrait faire du marché mondial un instrument d'égalisation des rapports de pouvoir Nord-Sud»11? Cette thèse est également défendue par Golub, selon qui «l'émergence ou la réémergence économique récente de régions du monde autrefois périphériques va dans le sens d'un retour aux conditions de relative égalité internationale qui prévalaient avant 1800 »12.

Dans le même esprit, Boillot et Dembinski postulent qu'à l'horizon 2030, l'économie mondiale aura connu des transformations structurelles portées par la Chine et l'Inde, qui auront fait basculer l'Afrique dans leur orbite pour faire de la «Chindiafrique» un pôle économique concentrant la moitié des forces productives mondiales autour de «nouveaux business models environnementaux» permettant de «trouver de nouveaux équilibres entre des milliards de personnes et des contraintes majeures de ressources naturelles finies» 13. Dans un tel scénario, non seulement le Sud convergerait avec le Nord, mais il serait en outre à l'origine des solutions aux enjeux mondiaux.

En définitive, les inégalités Nord-Sud ne sont pas condamnées à être éternelles, mais quoi qu'il advienne à moyen terme, elles ont encore de belles décennies devant elles.

⁷ A. Zacharie, «Le nouveau Bretton Woods chinois», *Imagine Demain Le Monde*, septembre-octobre 2015.

⁸ A. Zacharie, Mondialisation: qui gagne et qui perd. Essai sur l'économie politique du développement, La Muette/LBDE, 2013.

⁹ S. Santander (dir.), L'émergence de nouvelles puissances. Vers un système multipolaire?, Ellipses, 2009.

¹⁰ G. Arrighi, Adam Smith à Pékin. Les promesses de la voie chinoise, Max Milo, 2009.

¹¹ Ibidem.

¹² P. Golub, Une autre histoire de la puissance américaine, Seuil, 2011.

¹³ Ibidem.

Un concept dépassé

Est-Ouest, pays développés-«tiers-monde»... et Nord-Sud : ces oppositions binaires appartiennent à une autre époque. Il est temps de tourner la page.

JEAN BOSSUYT

European Center for Development Policy Management

a notion de fracture «Nord-Sud» a une longue histoire dans la coopération internationale. Associée à l'émergence d'un système d'aide au développement après la deuxième querre mondiale et au processus de décolonisation, elle devient rapidement un des cadres analytiques dominants pour appréhender le monde. Parentée à d'autres categorisations comme le «tiersmonde» (terme inventé en 1954 par Alfred Sauvy) ou le clivage Ouest-Est lié à la guerre froide qui sévit depuis les années 1950, elle est restée au devant de la scène pendant des décennies. Le paradigme «Nord-Sud» a servi de fondement idéologique pour l'action de nombreuses organisations de la société civile œuvrant pour un monde plus juste. Les efforts d'éducation au développement des citoyens au Nord se sont également inspirés de ce cadre analytique. Cela a contribué à inculquer un mode spécifique de concevoir le développe-

ment auprès du monde politique et du public large dans les pays européens.

L'attraction de ce modèle de penser en termes de fracture Nord-Sud s'est graduellement effritée avec la fin de la Guerre froide (1989), l'accélération du processus de mondialisation et la montée en puissance économique et diplomatique d'autres pays et régions du Sud. Toutes ces évolutions ont transformé la géographie du monde, du pouvoir et de la pauvreté. Elles ont également donné lieu à l'essor d'un discours international sur l'interdépendance entre les pays, liés par de nombreux défis globaux qui ne connaissent pas de frontières (comme le changement climatigue, la migration, les maladies contagieuses, le terrorisme). Pour faire face à ce genre d'enjeux globaux, la boîte à outils de la coopération au développement classique (principalement axée sur des transferts financiers) s'est vite révélée beaucoup trop limitée.

Pour faire face aux enjeux globaux, la boîte à outils de la coopération au développement classique (principalement axée sur des transferts financiers) s'est vite révélée beaucoup trop limitée.

PRINCIPE D'UNIVERSALITÉ

Dans ce contexte, on ne peut que saluer la concrétisation et l'adoption de «l'Agenda 2030 sur le développement durable» au sein des Nations unies en septembre 2015. Malgré son ampleur (17 objectifs détaillés en 169 cibles) cet accord international marque une avancée réelle. Le nouveau cadre consacre le principe d'universalité (tous les pays du monde sont confrontés à des défis partagés et doivent prendre leurs responsabilités) ainsi que de la diversification des sources de financements (au-delà de l'aide).

Mais cette universalisation des enjeux de développement signifie-t-elle pour autant que le paradigme Nord-Sud n'a plus aucune pertinence comme cadre analytique? La question mérite d'être posée, entre autres parce qu'on ne peut nier que des asymétries politiques profondes subsistent et que nombreuses populations vivant au Sud restent prisonnières d'un cercle vicieux de sous-développement, pauvreté, marginalisation et conflits.



Un concept dépassé JEAN BOSSUYT



UNE NOTION POPULAIRE

La guestion de savoir si la notion de fracture Nord-Sud est encore pertinente ou non a également interpellé les acteurs de la société civile et les ONG de développement en particulier. Les dernières décennies, de nombreuses ONG ont évolué dans la sophistication de leurs analyses des problèmes de développement, leurs stratégies de réponse ainsi que dans leurs modes de faire les choses. Le secteur s'est professionnalisé, entre autres au niveau des stratégies de communication et d'utilisation des médias sociaux pour le changement social. Néanmoins, malgré toutes ces dynamiques, on constate que la notion d'une fracture Nord-Sud reste populaire. Plusieurs documents stratégiques et campagnes d'ONG belges font encore appel à cette grille de lecture pour exprimer des revendications ou mobiliser les citoyens.

Cela explique pourquoi les fédérations et coupoles d'ONG flamandes et francophones se sont attelées à trancher la question de la pertinence de la fracture Nord-Sud dans l'élaboration d'une nouvelle vision sur la place et le rôle des ONG dans la coopération internationale de demain¹. Des débats similaires ont lieu à travers l'Europe et au niveau international. En s'appuyant sur toutes ces analyses, le verdict semble clair:

1 Voir le texte final de la note de discussion : « Quel avenir pour les ONG belges dans la coopération internationale du XXIe siècle. Un agenda pour le changement », mars 2015. Ce document de réflexion s'accompagne d'une note de vision plus succincte et politique, approuvée par les conseils des coupoles et fédérations : « Donner de la plus-value à la coopération internationale du XXIe siècle. Un agenda de changement du et par le secteur des ONG belges », mars 2015.

De nos jours, la pauvreté se manifeste surtout dans les économies à croissance rapide au Sud, dans les États fragiles souvent dotés de ressources naturelles abondantes et de plus en plus dans nos propres sociétés occidentales.

la notion Nord-Sud est trop réductrice pour guider une action efficace en faveur d'un monde plus juste et viable et contreproductive pour mobiliser les politiciens et citoyens de nos pays (surtout les jeunes générations).

UN TIERS-MONDISME SENTIMENTAL

Quatre facteurs expliquent pourquoi la fracture Nord-Sud – en tant que cadre analytique – semble mal adaptée à guider une action collective en faveur du développement.

En premier lieu, la dichotomie entre pays riches du Nord et pauvres du Sud ne correspond plus à la réalité. De nos jours, la pauvreté se manifeste surtout dans les économies à croissance rapide au Sud, dans les États fragiles souvent dotés de ressources naturelles abondantes et de plus en plus dans nos propres sociétés occidentales. Le modèle économique dominant contribue à creuser les inégalités, surtout au sein des pays, signe de la distribution inéquitable des ressources disponibles. Les crises récentes du système financier ont démontré combien la place de l'Occident a changé dans le monde. Malgré ses ambitions comme acteur global, l'Europe ne semble pas (plus) avoir le poids politique et les ressources nécessaires pour exercer une influence déterminante dans les grands dossiers de notre

Deuxièmement, le discours Nord-Sud a eu tendance à éclipser les responsabilités des élites dirigeantes des pays du Sud. Ainsi, de nombreuses ONG de développement

se sont longtemps focalisées sur le financement de projets ou sur des actions de plaidoyer ciblant les politiques publiques des pays du Nord. Ces critiques étaient dans la majorité des cas justifiées, mais leur voix s'élevait beaucoup moins contre la mal-gouvernance criante dans les pays du Sud, souvent la source principale du sous-développement. Ce «tiersmondisme» sentimental, accompagné d'une «auto-culpabilisation», a été brillamment décrit par Pascal Bruckner dans son livre Le sanglot de l'homme blanc (1983). Les deux dernières décennies, les choses ont changé dans le bon sens avec une société civile (au Nord et au Sud) qui dénonce de façon plus systématique les dérives autoritaires, la corruption, l'accaparement des ressources au profit d'une minorité, le non-respect de droits humains, etc.

Une autre faiblesse du paradigme Nord-Sud est la place prépondérante donnée aux «transferts financiers» comme manifestation principale de la solidarité des pays riches. Pendant des décennies, l'appel à consacrer 0,7% du produit national brut à l'aide publique a été une revendication fétiche des ONG. Le plaidoyer pour une contribution financière des pays riches est parfaitement légitime. Mais l'insistance sur le «volume d'aide» a eu comme effet pervers de donner moins de visibilité à d'autres facteurs beaucoup plus déterminants pour le développement



comme le manque de régulations commerciales, l'incohérence des politiques, la distribution inéquitable des richesses existantes ou les mécanismes de solidarité au sein même des sociétés du Sud. Ce dernier point est crucial. De nombreux pays au Sud connaissant des taux de croissance élevés et ont une classe moyenne de plus en plus large et riche. Or cette situation va de pair avec de fortes inégalités et des pans entiers de la population qui ne jouissent pas de services publics de qualité (Inde, Brésil, Pérou, Afrique du Sud). Ce problème ne peut être résolu par l'aide internationale. Il incombe en premier lieu aux autorités nationales de le prendre en mains, entre autres par des systèmes de taxation justes et redistributifs.

Finalement, en insistant sur la fracture Nord-Sud, l'illusion a été créée que le problème du sous-développement se situe «ailleurs», dans des pays tiers «loin de notre lit». Or, dans la réalité, le Nord et le Sud sont confrontés aux mêmes défis structurels : comment combiner croissance économique, justice sociale et durabilité environnementale dans un monde globalisé.

Pour donner un seul exemple: la survie de l'agriculture familiale est un enjeu majeur partagé entre le Nord et le Sud. Les petits producteurs partout dans le monde ont besoin d'une protection et de mesures d'appui contre les mécanismes du marché qui tendent à les marginaliser. Tout cela suggère que le discours Nord-Sud a contribué à enfermer le secteur de la coopération au développement dans une sorte de « ghetto » – avec un budget affecté, une administration

propre, des acteurs et experts – au lieu d'en faire une responsabilité collective qui engage le gouvernement entier. En réduisant la problématique largement à une question de géographie et d'aide, on a également raté la chance de mobiliser une plus grande frange des citoyens, au-delà des sympathisants qui s'intéressent spécifiquement aux problèmes de sous-développement. Ce piège est particulièrement dangereux dans le contexte actuel de coupes budgétaires tous azimuts.

POUR UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE MODERNE

L'abandon du paradigme Nord-Sud comme grille de lecture pourrait aider à revitaliser l'action citoyenne et celle des ONG internationales par l'adoption d'une vision plus large sur la problématique du sous-développement, par l'utilisation de moyens d'action plus politiques et par l'intégration des défis de nos propres sociétés dans l'équation (approche universelle). Cela donnerait plus de visibilité et de légitimité aux efforts de coopération, tout en attirant un groupe plus large de «citoyens mondiaux» soucieux de trouver des formes d'engagement chez nous et dans un cadre international.

Tout cela implique de faire le saut d'un système de «coopération au développement» principalement axé sur l'aide, à de nouvelles formes de «coopération internationale» basées sur des intérêts communs, la négociation d'accords équilibrés et la coresponsabilité pour le financement de la lutte contre la pauvreté et les grands enjeux mondiaux (en utilisant différentes sources comme la mobilisation de res-

sources domestiques, les contributions du secteur privé, l'aide internationale...).

Dans ce cadre élargi, le travail pour les ONG internationales ne manque pas. On a besoin d'un plaidoyer constructif et axé sur les propositions à divers niveaux pour la promotion de règles équitables dans des domaines cruciaux, tels que les normes sociales ou la bonne gouvernance globale. Il faudra approfondir la veille à l'égard des politiques gouvernementales et des entreprises. Le renforcement de la société ci-

L'abandon du paradigme Nord-Sud comme grille de lecture pourrait aider à revitaliser l'action citoyenne et celle des ONG internationales par l'adoption d'une vision plus large sur la problématique du sous-développement

vile dans les pays du Sud et la stimulation d'actions portées par les citoyens et mouvements sociaux à travers le monde sont d'autres priorités urgentes. Il faudra investir pour que la coopération internationale soit perçue dans nos sociétés non seulement comme un devoir de solidarité mais également quelque chose qu'on fait dans notre propre intérêt.

Beaucoup d'ONG belges sont déjà actives dans ces domaines. Elles sont occupées à tourner la page d'un discours Nord-Sud réductionniste et contraignant. On ne peut que s'en réjouir si l'on veut s'attaquer réellement aux défis mondiaux qui nous concernent tous, en particulier la pauvreté et les inégalités. ■



Aux limites de l'interdépendance

Attention aux effets de mode. Et si le nouveau discours évacuant le clivage Nord-Sud au profit d'une interdépendance qui fait l'impasse sur les phénomènes de domination et d'exploitation n'était qu'un masque pour camoufler la défense des intérêts du Nord?

GAUTIER PIROTTE

Université de Liège

es Assises de la Coopération au Développement organisées par le CNCD-11.11.11 en mai dernier et intitulées « Coopérer dans un monde en mutation », furent traversées – c'est bien leur rôle – par un ensemble de débats que l'on pourrait résumer

furent traversées – c'est bien leur rôle – par un ensemble de débats que l'on pourrait résumer par une question : « Faut-il abandonner l'axe de réflexion et d'action Nord-Sud sur lequel les ONG (et plus largement l'ensemble des organisations de solidarité internationale) avaient jusqu'ici capitalisé leur expertise et forgé leur légitimité, au profit d'un nouveau paradigme, celui de l'interdépendance, insistant sur l'émergence d'enjeux planétaires et de nouveaux acteurs, la complexification des schémas explicatifs aux problèmes rencontrés mais aus-

si l'interconnexion et la proximi-

té des situations observées aux

quatre coins de la planète?».

Séduisant paradigme de l'interdépendance que voilà! Tellement séduisant qu'il semblait faire l'unanimité parmi les membres des organisations de la société civile et les représentants des pouvoirs publics qui assistaient aux travaux des Assises. Pour alimenter les débats, une note de discussion fut préalablement rédigée par les deux plateformes d'ONG (Acodev et NGO federatie). Intitulée «Quel avenir pour les ONG belges dans la coopération internationale du XXIe siècle?», cette note défend clairement l'abandon de l'axe d'analyse et d'intervention Nord-Sud jugé définitivement has been, associé à cette «coopération de Papa» (sic) au fondement d'une «coopération

au développement» dite «traditionnelle» qui aurait «dépassé sa date limite de consommation» (re-sic). Pour moderniser la coopération (non gouvernementale) au développement, la note propose d'adopter un nouveau paradigme plus adapté aux réalités d'un monde contemporain globalisé composé d'interconnexions, de nouveaux « stakeholders » ainsi que d'« enjeux planétaires» et d'une complexité abyssale car, poncif des poncifs de notre XXIe siècle naissant, il y a désormais «partout du Sud au Nord et du Nord au Sud».

APLATIR LA TERRE...

Au fondement du paradigme de l'interdépendance se trouve cette vision des relations entre États, peuples ou nations qui ne se structurent plus, comme c'était le cas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, autour de deux axes : l'axe Nord-Sud hérité de la colonisation et l'axe Est-Ouest constitutif de la Guerre froide. Doublement sorti de ses axes, ce monde est dès lors plus complexe et les rapports entre sociétés comme leurs propres évolutions ne sont plus prioritairement redevables de cette double lecture des quatre points cardinaux. Oubliez la boussole : vive l'entremêlement et l'enchâssement. La lecture «complexifiante» de notre monde proposée par le paradigme de l'interdépendance serait le signe d'un progrès dans l'évolution de la pensée de l'homme moderne parvenue à une certaine maturité dans l'analyse critique. Pourtant, elle présente certaines limites sur lesquelles nous voudrions nous attarder en quelques mots.

En paraphrasant Thomas Friedman¹, l'on peut se demander si ce paradigme de l'interdépendance ne contribue pas à un « aplatissement de la terre». En sublimant les connexions, les réseaux, les liens mobilisant les acteurs aux quatre coins de la planète, en soulignant les similitudes entre les situations observées un peu partout dans le monde, le paradigme de l'interdépendance a tendance à insister tantôt sur des collaborations tantôt sur des formes de compétitions entre acteurs là où l'axe de lecture Nord-Sud par son ambition de dénonciation des rapports coloniaux et postcoloniaux mettait d'abord l'accent sur les rapports de domination et d'exploitation. En page 4

¹ T. Friedman, *La terre est plate. Brève histoire du XXIe siècle*, Librairie Académique Perrin. 2010.



de la note de discussion, on peut lire: «Les mantras de la coopération internationale du XXIe siècle sont le combat contre "l'inégalité" (de plus en plus présente dans le monde entier) et la promotion d'un "développement durable inclusif" en trouvant un meilleur équilibre entre la croissance, le bien-être social et l'écologie »2. Si les mantras du XXIe siècle prennent en considération l'existence d'un monde inégalitaire, il n'est nul besoin pour autant de s'interroger sur les sources de ces inégalités ni même d'encourager une quelconque réflexion sur les liens entre «développement» et «croissance» comme certaines lectures radicales en avaient tenté l'exercice dans le passé. Et à la page 3 de cette note, on peut apprendre qu'aujourd'hui «le "visage de la pauvreté" a fondamentalement changé. La pauvreté est maintenant principalement présente dans les économies à croissance rapide, dans les États fragiles, dans les pays en conflit et... dans nos propres sociétés occidentales »3. Ce paradiqme de l'interdépendance, si sexy soit-il, ne nous permettra jamais de rapprocher voire d'assimiler la situation vécue par un pauvre d'une société d'opulence, d'une société de consommation de masse à celle rencontrée par un pauvre d'une société de dénuement et de pénurie. En aplatissant la terre, on en élimine toutes ses aspérités.

Acodev & NGO Federatie, ibid.

Or, nos sociétés contemporaines sont justement caractérisées autant par leurs aspérités que les connexions qui se nouent entre elles. Il convient donc de réintroduire dans les schémas de lecture de l'interdépendance un regard plus aiguisé sur les singularités et les dynamiques locales. Si nous vivons bien dans un monde de ricochets, cela ne signifie pas que l'impact de la pierre qui ricoche dans un espace social donné soit identique partout.

DU DANGER DE FAIRE TABLE RASE

Le manque de considération pour les dynamismes locaux induit aussi l'idée du peu d'intérêt pour l'historicité particulière de chaque société, de ses dynamiques locales envisagées dans le temps long. Le monde globalisé n'est pas apparu de nulle part. Il ne s'agit pas de tomber dans un extrême inverse du post-colonialisme radical mais il serait tentant, en changeant de paradigme de la coopération, de faire table rase de ce temps long et d'oublier d'inscrire ces interdépendances dans un processus long qui leur a donné naissance.

Il serait séduisant de substituer à l'universalisme aveuglant dont était porteur le substrat modernisateur de l'aide au développement issu de la décolonisation une solidarité internationale centrée sur l'interdépendance et les enjeux et risques globaux dont la définition même peut être dénoncée. Citons François Polet qui publia fort opportunément un article sur le site internet du Cetri à quelques heures de l'ouverture des Assises 2015. Dans cet article

intitulé : «Obsolètes les lectures Nord-Sud à l'heure des grands enjeux globaux?», on rejoint pleinement sa conclusion: « Au final, l'asymétrie la plus tenace entre pays du Nord et pays du Sud ne réside-t-elle pas précisément dans la capacité renouvelée des premiers à produire des lectures à portée universaliste qui promeuvent (ou épargnent) à la fois leurs intérêts et leur sensibilité, à marier stratégie de puissance et narration des intérêts supérieurs de l'humanité? Dans cette optique, loin d'effacer les déséquilibres Nord-Sud,

Il serait tentant, en changeant de paradigme de la coopération, de faire table rase de ce temps long et d'oublier d'inscrire ces interdépendances dans un processus long qui leur a donné naissance.

les discours sur les grands enjeux mondiaux en constituent la dernière manifestation. »

Le contexte mondial dans lequel s'ébrouent les acteurs de la solidarité internationale a changé et cela est devenu un truisme que de l'énoncer. Pourquoi opposer la lecture Nord-Sud à l'approche de l'interdépendance? L'enjeu fondamental est bien moins de basculer d'une lecture à l'autre que de repenser notre solidarité et notre capacité d'indignation et de compassion dans un monde dont les mutations tant discourues aujourd'hui relèvent d'analyses fines tenant compte des particularismes locaux, du temps long et des rapports de do-

³ F. Polet, «Obsolètes les lectures Nord-Sud à l'heure des grands enjeux globaux? » http://goo.gl/thdiF8 (visité le 30 octobre 2015).



minations intrinsèques aux relations humaines. Ce n'est pas parce que, de par le monde, les sociétés partagent de plus en plus de risques en commun (et la COP21 est là pour nous le rappeler) qu'il nous serait désormais interdit de penser que ces risques communs ont pour origine des rapports de domination et d'exploitation aux racines anciennes et aux formes d'expression différenciées d'une société à une autre.

Mais peut-être que tout ceci cache un agenda particulier. À l'heure de réformes multiples dont la coopération non gouvernementale belge fait l'objet, cette dénonciation du caractère obsolète de l'axe Nord/Sud trahit sans doute l'aspiration d'une fraction dominante de ce secteur de délégitimer l'action de certains opérateurs de la solidarité internationale qu'elle assimile à des dinosaures. C'est bien dans le contexte d'une lutte vitale pour l'accès de plus en plus alambiqué à des ressources sujettes à des cures d'amincissement pour les acteurs de la solidarité internationale qu'il faut d'abord comprendre cette bataille autour d'un changement de paradigme. Parce qu'au fond, la vraie question que devrait se poser tout acteur de la solidarité internationale est bien celle de l'intégration de la lecture Nord/Sud dans le paradigme de l'interdépendance plutôt que rejeter l'une par l'autre... ■

Une approche politique

Au-delà de quelques évidences non contestables, il ne faut pas renoncer à rendre intelligible un monde qui reste profondément asymétrique sur le plan politique. Le clivage Nord-Sud n'a pas disparu, surtout vu du Sud.

FRANÇOIS POLET

Cetri — Centre tricontinental — et Université de Liège

renons le risque d'être taxé de tiersmondiste attardé: nous défendrons ici la thèse selon laquelle les défis globaux demeurent justiciables d'une approche en termes de rapports Nord-Sud. Bien sûr, les alliances de pays du Sud n'ont plus ni la vigueur, ni l'importance géopolitique qu'elles avaient à l'époque du dialogue Nord-Sud et du non-alignement. Bien sûr, l'ensemble «Sud», dont les frontières sont difficiles à tracer, couvre des trajectoires nationales de plus en plus divergentes. Bien sûr, sociétés du Sud et du Nord font face à de grands défis communs, environnementaux en particulier. Il ne s'agit pas ici de mettre en doute les évolutions structurelles du système mondial mais de préserver - ou réhabiliter? - une certaine lecture « politique» du monde, marginalisée par trente ans de néolibéralisme, lecture qui postule que le système mondial demeure profondément asymétrique sur le plan politique.

L'HÉRITAGE COLONIAL

Nous suivons Philippe Gervais-Lambony et Frédéric Landy lorsqu'ils estiment que le tracé sociospatial «scientifique» d'un Sud importe moins que l'idée du maintien de grands pôles de domination de la planète et que la nécessité de penser un «ordre

mondial ». 1 Mais nous allons plus loin qu'eux en précisant que la distribution de ces pôles conserve un caractère indéniablement postcolonial, c'est-à-dire qu'elle demeure héritière de plusieurs siècles de domination coloniale. La redistribution accélérée de la structure productive et financière du monde vers l'Asie de l'Est ces vingt dernières années – alors que l'Amérique latine et l'Afrique se « reprimarisent » – et les réformes des institutions multilatérales en vue de faire de la place aux émergents ont entamé cette configuration - dans le sens d'une multipolarisation du monde -, elles ne l'ont pas mise à bas.

N'oublions pas aussi que « la notion de Sud, ou du moins l'identité commune aux pays que l'on place sous ce chapeau, est souvent reprise à leur compte par les individus, les groupes et les pays concernés »2. La lecture Nord-Sud s'estompe plus vite au Nord qu'au Sud. En témoigne la forte prégnance d'une idéologie anti-(néo-)coloniale ou nationaliste parmi les intellectuels du Sud et notamment parmi les animateurs d'associations et de mouvements sociaux « partenaires » des ONG progressistes belges, quand bien même cet aspect de leur ac-

¹ Ph. Gervais-Lambony et F. Landy, «Introduction», Autrepart, 2007/1 (n° 41).

² Ibid.

tion au développement ou les droits de l'homme³. En effet, en dépit de la rhétorique sur les intérêts communs, la définition de ces enjeux, leur conceptualisation et leur hiérarchisation sont indissociables des trajectoires historiques des États et sociétés, ainsi que de leur mode d'insertion dans l'économie mondiale⁴. Or, la grande majorité des pays en développement partagent certains grands traits qui surdéterminent leur approche des enjeux mondiaux.

En particulier, d'une part leurs économies sont fortement dépendantes de l'extraction et de la transformation des matières premières, d'autre part la consommation demeure un rêve non ou mal assouvi pour la grande majorité de leur population. Ces réalités socio-économiques massives ont des effets structurants sur les positionnements internationaux, qui font que certaines préoccupations chères

à l'occident ne revêtent pas le même degré d'urgence pour les gouvernements asiatiques, africains ou latinos. Pour expliquer le déphasage entre l'ampleur des bouleversements économiques en cours et la modestie de la percée des valeurs républicaines universelles dans les pays émergents, Guy Hermet nous rappelle à bon escient que c'est «la révolution du mode de vie pratique et non

La préservation de l'environnement n'est pas aussi facilement traduisible en priorité nationale quand la sécurité matérielle des masses n'est pas acquise, ou l'est trop récemment.

celle des droits qui revêt la priorité pour les habitants des pays émergents »⁵.

En dérive une sensibilité à l'équation « environnementdéveloppement » nettement différente de celle de nos sociétés post-industrielles, et qui n'est pas seulement le fait d'une classe politique enfermée dans un paradigme développementaliste, contrairement à ce que nos exaltés des causes indigènes lointaines le prétendent. Non, la préservation de l'environnement n'est pas aussi facilement traduisible en priorité nationale quand la sécurité matérielle des masses n'est pas acquise, ou l'est trop récemment - le recul, dans nos pays, des thématiques écologiques en temps de crise économique en constitue une illustration. Et les nouvelles contraintes environnementales sont d'autant plus coûteuses à intégrer politiquement qu'elles sont largement perçues comme le résultat du développement industriel du Nord.

rums sociaux mondiaux, une des principales sources de malentendu entre altermondialistes du Nord et du Sud est l'existence, chez ces derniers, d'une vision stratégique «conflictuelle» des relations Nord-Sud, la mondialisation néolibérale étant d'abord comprise comme un projet de réaffirmation des intérêts occiden-

taux sur les régions périphéri-

tion n'est pas celui qu'ils mettent

le plus en avant dans les cadres

logiques destinés à leurs bailleurs

de fonds. Au sein même des fo-

UNE SOURCE MAJEURE DE DISSENSUS

ques.

Au-delà de la permanence de ces rapports de pouvoir, force est de constater qu'au sein des enceintes internationales, l'axe Nord-Sud demeure une source majeure de dissensus – bien qu'elle ne soit pas la seule! – dans nombre de débats sur l'environnement, le commerce, la sécurité collective, la coopéra-

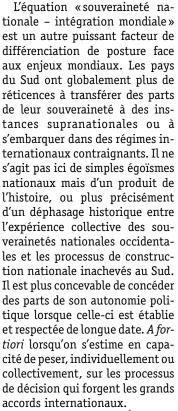
3 M. Rogalski, «Les rapports Nord-Sud à l'épreuve de la mondialisation», Recherches internationales, avril-juin 2013, n° 95.

4 J.-J. Gabas et Ph. Hugon, «Les biens publics mondiaux et la coopération internationale », L'Économie politique, 2001/4 (n° 12).



⁵ G. Hermet, «Les droits de l'homme à l'épreuve des pays émergents», in *L'enjeu mondial*, Presses de Science Po, 2008.

Une approche politique FRANÇOIS POLET



Les réticences des États du Sud vis-à-vis du concept onusien de «responsabilité de protéger »⁶ sont une manifestation de ce déphasage. Elles ne signifient pas que les gouvernements du Sud sont tous des potentats potentiels craignant la sanction internationale mais dérivent de leur perception que les pays oc-

La nécessité, indiscutable, de construire de nouveaux cadres internationaux de coopération ne dilue pas ces rapports de force, elle leur offre un nouveau cadre.

cidentaux ont un poids disproportionné dans l'activation de ce principe. Les aventures libyenne et ivoirienne ont renforcé ce sentiment⁷. Sur un tout autre plan, la mobilisation des pays émergents sur le principe de «marges de manœuvre politiques » (policy space) témoigne d'un scepticisme grandissant visà-vis d'obligations commerciales internationales poussées par les pays du Nord qui leur retirent des instruments de politique économique - ou en d'autres termes qui minent leur souveraineté économique - au nom de la sacro-sainte concurrence non faussée (level playing field).

DÉCELER LES INÉGALITÉS DE TOUS ORDRES

À l'heure où l'hégémonie occidentale sur les affaires du monde est effectivement mise à mal, le paradigme émergent des interdépendances et des partenariats globaux a aussi pour fonction de ralentir l'érosion d'un certain leadership global. Comme l'indiquait François Constantin il y a plus de dix ans, « dans un monde profondément inégalitaire, le discours sur les biens com-

muns globaux apparaît comme un instrument nouveau par lequel les plus puissants [...] s'appliquent à imposer au reste du monde de nouvelles normes de comportement au

nom d'intérêts supérieurs de "l'Humanité" ou des "Générations futures" ».

Dans le cadre de la diplomatie climatique comme dans celles des droits de l'Homme, du commerce ou de l'aide, les États n'abdiquent pas de leur volonté de puissance mais visent plutôt imposer des normes globales qui leur sont techniquement et culturellement plus accessibles qu'à leurs outsiders et qui reproduisent donc leur position de force. La nécessité, indiscutable, de construire de nouveaux cadres internationaux de coopération ne dilue pas ces rapports de force, elle leur offre un nouveau cadre. Dans ce contexte, le job des ONG de solidarité internationale ne devrait pas se limiter à appeler à «des accords ambitieux » mais devrait tout autant consister à déceler les inégalités de tous ordres - notamment Nord-Sud - qui parsèment les processus menant à ces accords. Bref à proposer une lecture plus politique et moins normative-consensuelle des enjeux de la mondialisation. ■



⁶ Notons que le principe a également été agité en 2008 par B. Kouchner et L. Michel face à la mauvaise volonté des autorités birmanes vis-à-vis du déploiement d'un dispositif humanitaire international après le passage du cyclone Nargis.

⁷ F. Constantin, «Les biens publics mondiaux, Dr. Jekyll et Mr. Hyde», in F. Constantin (éd), Les biens publics mondiaux. Un mythe légitimateur pour l'action collective?, L'Harmattan, 2002.